

50206

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Disttr.
GÉNÉRALE
E/CN.14/RES/124(VII)
1 mars 1965
Original: FRANÇAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Septième session

Nairobi, 9-23 Février 1965

ADMINISTRATION PUBLIQUE

Résolution 124(VII) adoptée par la Commission à sa 125ème séance Plénière

le 22 février 1965

La Commission économique pour l'Afrique,

Après avoir examiné et discuté les conclusions de la Conférence africaine des directeurs de la fonction publique et directeurs des écoles nationales d'administration, qui s'est tenue à Addis-Abéba du 18 au 29 mai 1964,

Pronant note de la particulière importance de l'administration publique dans l'élaboration et l'exécution des plans et programmes de développement dans les pays africains,

Consciente de la nécessité, au moins pour un certain temps, d'une aide extérieure à l'effet d'installer, de reconvertir ou d'améliorer les structures administratives nationales dans un but d'efficacité et d'adaptation aux réalités et aux ambitions locales comme aux impératifs de l'unité africaine,

Persuadée que les Etats africains peuvent s'entraider en matière d'administration publique,

1. Se félicite de l'existence d'une telle coopération entre certains Etats;
2. Fait sionnes, en matière de coopération avec les pays extra-africains, les **conclusions** de la Conférence des directeurs de la fonction publique et directeurs des écoles nationales d'administration relatives aux dangers de lier l'aide des pays extra-africains à des considérations politiques;
3. Note que de telles pratiques finiraient par éliminer une telle coopération.

4. Demande au Secrétaire exécutif :

- a) De poursuivre le travail entamé par la Conférence des directeurs de la fonction publique et directeurs des écoles nationales d'administration, en vue d'établir une classification précise des besoins des pays africains dans le domaine de l'administration publique;
- b) De procéder à l'évaluation quantitative et qualitative de l'aide susceptible d'être prodiguée par les pays africains les uns aux autres;
- c) De procéder à l'évaluation des besoins de formation en Afrique et des possibilités de coopération régionales;
- d) De lui faire, à la huitième session, un rapport sur la mise en oeuvre effective de la présente résolution et sur les progrès enregistrés dans le domaine de la coopération interafricaine en matière d'administration publique.

adhesiones